

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

OXLEY, Alan. *The Challenge of Free Trade*. Harvester Wheatsheaf, Herts (Engl.), 1990, 272 p.

par André Joyal

*Études internationales*, vol. 22, n° 4, 1991, p. 860-863.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702935ar>

DOI: 10.7202/702935ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

rique, elle donne un bon aperçu de l'évolution de la politique environnementale de la Banque Mondiale. Sur le plan sociologique, elle met en évidence les difficultés qu'il y a de conjurer des idéologies aussi opposées que celles qui régissent les sciences économiques et écologiques; la résistance au changement des groupes jusque-là dominants ne peut qu'être forte. L'étude fait également ressortir le jeu des forces en présence: le poids d'acteurs économiques importants comme les États-Unis, mais également l'influence positive d'un pays comme le Danemark, de moindre importance mais respecté internationalement pour son engagement sur le plan environnemental.

Ce volume aide à comprendre un peu mieux les contradictions de la Banque Mondiale non seulement face à sa politique environnementale mais à toute politique qui s'oppose de quelque façon que ce soit à ses buts premiers, qui sont de nature économique.

Gabrielle LACHANCE

*Développement et Paix, Montréal*

OXLEY, Alan. *The Challenge of Free Trade*. Harvester Wheatsheaf, Herts (Engl.), 1990, 272 p.

À défaut de rencontrer une seule allusion au fameux théorème de David Ricardo sur les avantages comparés, le lecteur, peu attiré par les développements théoriques mais intéressé par les faits précis, trouvera dans cet ouvrage une manne d'informations ponctuelles sur un sujet d'une grande

actualité. Les négociations à l'intérieur de l'Uruguay Round, considéré ici comme l'un des grands projets des temps modernes, constitue l'épine dorsale du volume. L'auteur estime, en effet, que l'entreprise en cours soulève les plus grands espoirs, entre autres: l'accroissement de la production globale; la rupture du cercle vicieux de l'endettement des pays du tiers-monde; la relance des économies des pays de l'Est. Actuellement directeur d'un organisme de Melbourne spécialisé sur les stratégies du commerce international, Alan Oxley présente un plaidoyer sur la base d'une expérience de quatre ans comme ambassadeur de l'Australie auprès du GATT.

La première partie de l'ouvrage, intitulée *The Changing global Economy*, débute par une présentation du GATT et de l'Uruguay Round. Le succès de ce dernier serait entre les mains de la Communauté européenne et des États-Unis même si, comme on le devine, d'autres acteurs exercent une influence sur le déplacement des pièces toujours en place sur l'échiquier international. Le lecteur nord-américain trouvera un intérêt dans les allusions à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, qui comme on le sait, devrait inclure sous peu le Mexique. La levée des barrières tarifaires le long du Rio Grande, soulève, il fallait s'y attendre, l'enthousiasme de l'auteur: *The idea of a free trade bloc in the North American continent is a formidable one* (p. 20). Pourtant, cette éventualité ne fait pas l'unanimité chez nos voisins du Sud où de fortes réticences émanent autant du monde de l'entreprise que du monde syndical.

En ce qui regarde les pays du tiers-monde, l'auteur demeure insensible aux cris d'alarme lancés par des représentants des milieux syndicaux du Sud qui estiment, non sans raison, que la compétition est illusoire entre acteurs de calibre différent. Pour l'auteur, le Kenya sert d'exemple pour illustrer les avantages du recours au mécanisme du marché sur le dirigisme qui fut longtemps la marque de commerce, par exemple, de la Tanzanie. Soit. Mais il ne faut cependant pas confondre dirigisme et protectionnisme. Beaucoup de pays occidentaux dont la politique n'a jamais puisé son inspiration parmi les paradigmes marxistes peuvent en témoigner. Néanmoins, des chiffres de l'OCDE, sont fournis afin de confondre les sceptiques. En effet, la libéralisation des échanges des produits agricoles ferait bénéficier les pays de l'OCDE d'un montant susceptible d'atteindre les 45 milliards de dollars, alors que le libéralisme en matière commerciale pourrait procurer aux pays du tiers-monde un gain de 18 milliards de dollars, tandis que le protectionnisme, pour ces derniers, engendrerait des pertes estimées à 12 milliards de dollars. Autant de chiffres qui incitent à dire : il faut le voir pour le croire. Mais Saint-Thomas ne semble pas être, beaucoup s'en faut, le modèle de l'auteur.

En guise d'épilogue de cette première partie, certains faits, qui à travers l'esprit du GATT, caractériseront cette fin de siècle, sont mis en évidence. Citons entre autres : le développement de deux grands axes de croissance : trans-pacifique et pan-européen ; l'avènement d'une Communauté européenne élargie (incluant

la Norvège, la Suède, la Hongrie et l'Autriche) ; une plus grande ouverture de l'économie japonaise ; une vigoureuse croissance dans l'hémisphère occidental, dont l'accord de libre-échange élargi au Mexique pourra être responsable ainsi que le rôle déterminant que le Chili serait appelé à jouer comme nouveau leader économique. Tout n'est cependant pas encore gagné, car selon l'auteur, certains gouvernements peuvent tourner le dos aux avantages mis en évidence par l'Uruguay Round, mais étant donné qu'il a su traverser les très importants soubresauts de la deuxième partie des années 80, tous les espoirs seraient permis.

La seconde partie de l'ouvrage se rapporte aux acteurs en présence. Les États-Unis, le Japon, l'Europe et le tiers-monde se partagent autant de chapitres. Avec raison l'auteur ne manque pas de signaler que ce sont les autorités canadiennes qui ont pressé le pas pour accélérer l'avènement d'une entente avec les États-Unis étant donné l'influence grandissante du lobbying favorable au protectionnisme. Ce sont d'ailleurs ces mêmes forces conservatrices qui justifient les restrictions envers les importations japonaises sous le prétexte que des mesures similaires seraient mises en pratique par les autorités nipponnes alors qu'en réalité c'est l'incapacité de faire face à la concurrence qui oblige le recours au protectionnisme. Quant aux Européens, l'auteur cite un officiel japonais qui s'interrogeait, il y a quelques années, sur les aptitudes des Occidentaux à transiger avec son pays en soulignant qu'il y avait, en sol nippon, davantage de prêtres européens

que d'hommes d'affaires. Une remarque qui conduit à faire le rapprochement de l'expérience québécoise de la fin des années 70. On sait que le gouvernement québécois, dans les relations d'affaires avec les milieux économiques japonais, recourait à d'anciens missionnaires. Il a fallu peu de temps pour constater que la connaissance de la langue japonaise, pour être très utile, était loin d'être une condition nécessaire et suffisante.

La troisième partie de l'ouvrage traite des négociations en tant que telles avec une courte introduction consacrée à la présentation du GATT. Le lecteur est ainsi invité à suivre le déroulement des événements dans le temps comme dans l'espace *i.e.* de Punta Del Este à Montréal: *With Canada as host the mid-term review on 5 December at Montreal's state of the art but cavernous (sic) conference centre* (p. 166). Voilà pour notre «cher» palais des congrès... Il est regrettable que l'auteur n'ait pas pris le temps de descendre dans la rue pour sonder le pouls des nombreux manifestants venus de différents pays pour exprimer leur opposition à la complète libéralisation des échanges en produits agricoles. Il faisait exceptionnellement très froid cette semaine-là à travers tout le Québec, l'auteur a sûrement préféré demeurer bien au chaud d'un édifice qui, malgré ses apparences, offre un confort dont ne pouvaient rêver nos ancêtres Cromagnons.

Mais comme rien n'est joué de façon définitive et que les retours en arrière sont toujours à craindre, le 16<sup>ème</sup> et dernier chapitre est consacré aux conséquences d'un éventuel échec. Parmi les éventualités regrettables

signalées on trouve: la poursuite des activités de complexes sidérurgiques américains tout à fait dépassés; l'entretien de travailleurs américains à des coûts très élevés au détriment de travailleurs du Bangladesh privés de débouchés pour leurs produits; le maintien de petites fermes japonaises non rentables; la poursuite du soutien aux petits producteurs agricoles des Alpes françaises (peut-on s'y opposer quand on imagine ce que seraient les Alpes avec des centres de ski pour seule activité?) au détriment du développement de secteurs d'activité de pointe. Non, notre auteur n'utilise pas le revers de la cuiller pour stigmatiser le danger que recouvre toute remise en considération de l'évolution récente en matière d'échanges internationaux. *This would be one of the great follies of modern times given that markets are globalizing. The first penalty would be constraints on global growth. The international economy would simply function less efficiently* (p. 213). Il a probablement raison, mais l'on aurait souhaité que l'envers du décor, soit pris en considération dans une certaine mesure. Que des gouvernements se gardent une marge de manœuvre est compréhensible voire souhaitable. Par ailleurs, il est vrai que le recours aux exceptions suscite le danger d'effets d'entraînement dans un engrenage sans fin.

Cet ouvrage, comme on le conçoit bien, ne se lit pas comme un roman. Il s'agit avant tout d'un livre de références dont certaines parties peuvent être utiles pour des fonctionnaires, des journalistes et des universitaires désireux de connaître à la fois les rouages de l'appareil institutionnel res-

pensable de la libéralisation des échanges commerciaux et l'évolution des faits qui conduiront aux grandes décisions des prochaines années.

André JOYAL

*Département d'Administration et d'économie  
Université du Québec à Trois-Rivières*

THÉRIEN, Jean-Philippe. *Une voix pour le Sud. Le discours de la CNUCED*. Paris-Montréal, L'Harmattan – Les Presses de l'Université de Montréal, Coll. «Tendances actuelles», 1990, 180 p.

Professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal, où il effectue également des recherches sur les organisations internationales et la politique canadienne à l'endroit des pays du Tiers-Monde, M. J.Ph. Thérien étudie dans cet ouvrage l'aspect idéologique des activités de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (connue sous le sigle CNUCED) par rapport au développement international.

L'auteur tente de répondre à une question centrale: comment le discours de la CNUCED légitime-t-il le processus du développement international? Telle est d'ailleurs la problématique fondamentale qui sous-tend son étude. Sa réponse à cette grande question réside dans deux idées directrices. C'est pourquoi, selon lui, la CNUCED soutient – à travers son discours – que le développement correspond, premièrement, à la nécessité de justice internationale; puis, deuxièmement, à l'impératif d'effica-

cité et d'interdépendance du système économique international. Ceci étant dit, on comprend aisément l'articulation du plan général. Celui-ci gravite autour de trois parties. Une première partie consacrée à la dimension historique. La deuxième et troisième partie se rapportent respectivement aux notions de la justice et de l'interdépendance internationales qui constituent bien entendu les fondements normatifs du discours «développementaliste» de la CNUCED.

Sa stratégie d'investigation sur l'idéologie de la CNUCED retient comme référence les six rapports adoptés à l'issue des six Conférences plénières de la CNUCED de 1964 à 1983. Ainsi les six rapports des différents Secrétaires généraux, qui se sont succédé à la présidence de cette organisation, constituent pour ainsi dire le corpus méthodologique sur lequel repose l'analyse de l'idéologie de la CNUCED. Il ne faut pas manquer de rappeler ici que cette organisation est un organe subsidiaire des Nations Unies et qui est chargée de la promotion et de la mise en œuvre du commerce et du développement, mais dans une logique interventionniste. D'où résulte, à la fois, son appellation de Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, puis ensuite sa qualification d'«anti-GATT».

Il faut signaler que l'interventionnisme souhaité par la CNUCED passe par une réforme du système commercial et financier existant et qui est dominé par les pays développés à économie de marché *via* le GATT et le FMI. Cette remise en cause des règles actuelles régissant les relations économiques internationales démontre clairement le parti pris de la CNUCED